



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial**
Bureau de l'environnement et
de l'utilité publique

**Direction Régionale de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement des
Pays de la Loire**
Unité Interdépartementale Maine-Anjou

ARRÊTÉ PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE N°DCPPAT 2020- 0274 du 19 NOV. 2020

Société CENTRALE BIOGAZ DU MANS – LE MONNE à ALLONNES

**Arrêté préfectoral complémentaire prorogeant la durée de validité de l'autorisation
par arrêté préfectoral n° DIRCOL 2016-0171 du 20 mai 2016**

Le Préfet de la Sarthe
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement (parties législative et réglementaire) relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° DIRCOL 2016-0171 du 20 mai 2016 autorisant la société CENTRALE BIOGAZ DU MANS - LE MONNÉ à exploiter une unité de méthanisation avec valorisation du biométhane, en Zone d'Activités du Monné à ALLONNES (72) ;

VU l'arrêté préfectoral n°DCPPAT2019-0077 du 1^{er} avril 2019 prorogeant de 18 mois la durée de validité de l'autorisation délivrée le 20 mai 2016 à la société CENTRALE BIOGAZ DU MANS ;

VU la demande du 18 septembre 2020 présentée par la société CENTRALE BIOGAZ DU MANS - LE MONNÉ (siège social 10 boulevard de la Robiquette 35761 SAINT-GREGOIRE) en vue d'obtenir la prorogation du délai de validité de l'autorisation susvisée pour une durée de 7 mois supplémentaires ;

VU l'avis de l'inspection des installations classées en date du 15 octobre 2020 ;

CONSIDÉRANT que le délai de caducité fixé par l'arrêté préfectoral n° DIRCOL 2016-0171 du 20 mai 2016, court à compter de la notification de l'arrêté au pétitionnaire, soit le 26 mai 2016 ;

CONSIDÉRANT que la durée de validité de l'arrêté préfectoral n°DIRCOL 2016-0171 du 20 mai 2016 a été prorogé de 18 mois à compter du 26 mai 2019 par arrêté préfectoral du 1^{er} avril 2019, soit jusqu'au 26 novembre 2020 ;

CONSIDÉRANT que la demande de report de délai de l'autorisation susvisée est imputable aux aléas liés au contexte du COVID-19 ;

ARTICLE 5: Délais et voies de recours

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction et peut être déféré auprès du tribunal administratif de Nantes :

1° par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) l'affichage en mairie ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Sarthe ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé des installations classées pour la protection de l'environnement, dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie via l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 6 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Sarthe, le maire d'ALLONNES, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays-de-la-Loire, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,


Thierry BARON